



PAS QUESTION DE PAYER LEUR CRISE !



14 mois après l'élection municipale, les électeurs d'Hénin-Beaumont sont à nouveau appelés à voter pour élire une nouvelle municipalité. Le Pen veut profiter de cette crise provoquée par l'affairisme et la politique pro libérale des partis qui ont cogéré la ville, le département, la région et le pays, durant ces 30 dernières années.

Alors qu'ils étaient à tous les échelons du pouvoir, ces partis, de droite comme de gauche, ont mené des politiques d'attaques contre les travailleurs et les couches populaires : enchaînement de lois qui rendent toujours plus facile le droit de licencier ; subventions publiques aux entreprises qui continuent de licencier ; augmentation de la flexibilité et de la précarité ; démantèlement du code du travail ; privatisation des services publics des transports, de l'énergie, de l'eau, des communications ; suppression de postes dans les services publics ; blocage des salaires dans la fonction publique ; casse du système de retraite, de la protection sociale, de la santé... Dans le même temps, ces partis ont mené des campagnes et durci les lois sur les thèmes de l'insécurité, de l'immigration, des sans papiers... Ce sont toutes ces politiques qui aujourd'hui mettent la tête des travailleurs sous l'eau. C'est tout cela que payent aujourd'hui les habitants d'Hénin-Beaumont.

Le Front National profite de cette crise et des capitulations de la gauche, pour distiller sa démagogie raciste et populiste, qui divise les travailleurs au moment où le patronat frappe encore plus fort. Ce parti se prétend proche de la population, mais son programme, comme à Vitrolles, comme à Toulon, c'est la baisse des droits sociaux, la remise en cause du droit de grève, la fin des subventions aux associations, la préférence nationale pour le droit au logement... un programme antisocial. Le Front National, c'est la préférence patronale !

Face à la crise, aux attaques de la droite, à la capitulation des partis de gauche, au danger du Front National, il faut du nouveau. Il faut une gauche de combat contre la crise et ses effets, une gauche sans concession, qui ne renonce pas face au patronat, qui défende jusqu'au bout les intérêts des travailleurs et des couches populaires, une gauche anticapitaliste.

Au moment où la bourgeoisie veut nous faire payer sa crise, la seule solution c'est de se rassembler autour d'un projet politique qui fait entendre la colère de tous ceux qu'on exploite, qui porte les revendications qui s'expriment dans les luttes, qui permet aux travailleurs et à la population d'intervenir pour enfin décider et contrôler tous ensemble la marche de la société.

Dans ces élections municipales, voter pour la liste présentée par le NPA, c'est commencer à faire exister cette force politique, cette véritable gauche, une gauche de combat, anticapitaliste.

VOTEZ POUR LA LISTE PRÉSENTÉE PAR LE NPA !

conduite par **Séverine Duval**
et **Dominique Gabelle**

et soutenue par
Olivier Besancenot :



- pour dire que ce n'est pas aux travailleurs et à la population de payer leur crise.
- pour rejeter la politique menée par les différents partis qui se sont succédés à tous les échelons du pouvoir depuis 30 ans, et sanctionner clairement la politique de l'ancien conseil municipal et de Gérard Dalongeville.
- pour barrer la route au Front National.
- pour une municipalité au service de la population, prête à défendre les droits sociaux et démocratiques du monde du travail et une autre répartition des richesses.
- pour dire que l'intervention directe de la population, des salariés, des jeunes, est le seul moyen d'imposer la défense de nos intérêts.

UNE LISTE POUR FAIRE ENTENDRE LES EXIGENCES DU MONDE DU TRAVAIL, DES QUARTIERS, DE TOUS LES LAISSÉS POUR COMPTE

Priorité aux services publics

Contre la recherche du profit à tout prix, il est urgent de restaurer au sein de la commune une logique de service public. Nous réclamons :

- la remunicipalisation de l'eau dont la distribution est aujourd'hui assurée par un groupe privé aux bénéfices exorbitants ;
- le développement de tous les services publics municipaux (crèches, maisons de retraite, services sociaux, lieux culturels...);
- la gratuité pour les cantines scolaires, les garderies et l'accès à la culture ;
- la gratuité des transports en commun ;
- l'ouverture de nouvelles classes dans les écoles maternelles pour scolariser les enfants dès 2 ans.
- la création sur la ville de structures d'accueil pour les femmes victimes de violence.

Un toit, c'est un droit !

Marchands de sommeil, logements insalubres, loyers qui augmentent, la situation du logement est dramatique dans notre commune. Nous nous battons pour :

- l'application de la loi de réquisition des logements vacants ;
- l'expropriation des marchands de sommeil ;
- l'interdiction des expulsions, le blocage des loyers et des charges ;
- la construction massive et la rénovation des logements sociaux, la transparence totale dans l'attribution des HLM ;
- l'aide à l'isolation des logements, le développement des constructions et rénovations écologiques sans augmentation des loyers.

Réformer la fiscalité locale, c'est possible, de l'argent, il y en a !

L'urgence est d'imposer une autre répartition des richesses !

- La taxe professionnelle, que doivent les patrons aux collectivités locales est aujourd'hui plafonnée et financée à plus de 50% par l'impôt sur le revenu et la TVA. Nous défendons une réforme de la taxe professionnelle qui s'en prenne essentiellement aux profits.
- La taxe d'habitation est totalement injuste, car elle n'est pas progressive, ses bases n'ont pas été revues

depuis 1970 ! Nous nous battons pour une révision complète des bases de la taxe d'habitation et pour installer sa progressivité.

Actuellement, les conseils municipaux ne peuvent pas augmenter la taxe professionnelle sans augmenter la taxe d'habitation : les deux sont liées. Nous défendons une réforme radicale qui permettrait d'augmenter la taxe professionnelle pour diminuer, de manière importante la taxe d'habitation.

C'est aux salariés et à la population de décider

Il faut que la population puisse décider et contrôler directement, sur les questions budgétaires comme sur celles de l'aménagement. Il ne peut y avoir de démocratie réelle sans que les travailleurs et l'ensemble de la population interviennent directement sur tout ce qui détermine leurs conditions de vie, au travail et sur les lieux d'habitation.

- Pour une démocratie vivante, imposons des conseils de quartiers qui décideront de l'utilisation du budget. Les décisions doivent être prises par les habitants eux-mêmes.
- Droit de vote et d'éligibilité pour tous les immigrés. Régularisation de tous les sans-papiers.

Une liste à l'image des idées qu'elle défend

Ni patrons, ni notables, notre liste est composée de salariés avec ou sans emploi, du public et du privé, de retraités, de jeunes, étudiants, lycéens ou précaires, qui vivent au quotidien la dégradation des conditions de vie, qui savent la difficulté de boucler les fins de mois, de trouver un emploi, un logement, comme la majorité de la population.

Elle rassemble, bien au-delà du Nouveau Parti Anticapitaliste, des hommes et des femmes sans parti, des syndicalistes qui se battent tous les jours pour l'interdiction des licenciements, un SMIC à 1600 euros nets, pour 300 euros d'augmentation pour tous, un plan d'urgence sociale pour que les travailleurs ne soient pas les victimes de la crise du capitalisme. Ils voient dans notre liste l'occasion de porter une véritable alternative anticapitaliste, contre la droite, en rupture avec la politique menée depuis plus de 30 par les partis de la gauche institutionnelle, l'occasion de faire entendre et de défendre jusqu'au bout les intérêts des salariés, des retraités, des chômeurs, des jeunes, des habitants des quartiers.